

Cadre de cohérence technique du ministère de l'intérieur

*Guide d'utilisation du CCT dans la
passation des marchés publics*

Table des matières

Versions du document	1.1
Cadre de Cohérence Technique (CCT)	1.2
Le guide d'intégration	1.2.1
Le référentiel des produits	1.2.2
Le CCT : résumé pour les acheteurs	1.3
Comment utiliser le CCT dans un marché public	1.4
Proposition de clauses à utiliser dans les documents des marchés publics	1.5
Proposition de clause à insérer dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P)	1.5.1
Proposition de clause à insérer dans le cadre de réponse technique à destination des soumissionnaires	1.5.2
Ressources documentaires	1.6

Versions du document

Version du CCT	Date de modification du document	Auteurs
3.0	Mars 2019	Alain Barbay, JC Bastoul, Tarik GHERRAM
3.0.2	Juin 2019	JC Bastoul
3.0.4	Juillet 2020	JC Bastoul
3.0.5	Septembre 2020	JC Bastoul

Guide d'utilisation du CCT dans la passation des marchés publics

Cadre de Cohérence Technique (CCT)

Le Cadre de Cohérence Technique (CCT) est un dispositif à disposition des acteurs SIC, chefs de projets et prestataires qui a pour objectif la maîtrise du système d'information, la réduction des coûts et la capitalisation sur les compétences. Il concourt à fournir à l'utilisateur – qu'il soit citoyen/usager, agent, entreprise, ou association - un service numérique de qualité. Cet objectif de qualité doit s'entendre dans toutes ses composantes :

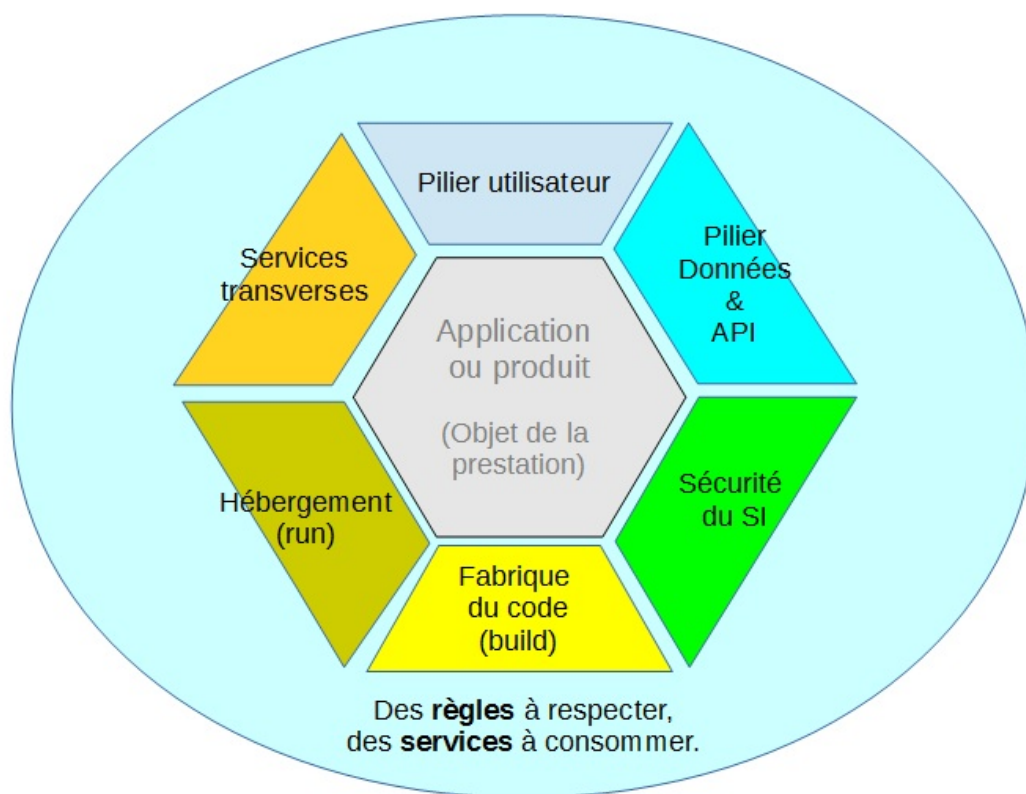
- en terme de qualité logicielle : un service simple et compréhensible, répondant au besoin, accessible à tous, sécurisé, et préservant les données personnelles
- en terme de délai et d'évolutivité : le bon service au bon moment
- en terme de coût : même si en général le service est gratuit, c'est bien l'argent du contribuable qui est mobilisé pour le produire, le maintenir et le faire évoluer

Le CCT du ministère de l'intérieur est constitué de nombreux contenus, mais dans l'optique des marchés publics deux éléments jouent un rôle fondamental :

- un guide d'intégration
- un référentiel de produits

Le guide d'intégration

Le guide d'intégration liste les conditions de la bonne intégration d'une application dans l'écosystème ministériel et interministériel. Il ne porte pas, ou peu, sur l'architecture interne de ladite application mais apporte un cadre quant à ses interfaces avec l'écosystème du SI de l'État. La conformité de l'application ou du produit à ces interfaces en est un gage de réussite. Les interfaces sont classifiées dans 6 piliers que sont l'utilisateur, les données et API, la sécurité du SI, la fabrique de code, l'hébergement et les services transverses. Cf schéma ci-dessous.



Chaque pilier comporte un certain nombre de fiches de domaine qui énoncent chacune

- le contexte et les enjeux du domaine
- les règles et recommandations propres au domaine
- les composants mutualisés, les API, ou les offres de service sur étagère, qu'il convient d'utiliser sauf justification expresse

Le référentiel des produits

Le référentiel des produits est l'une des composantes, historique, du CCT ministériel. Il concourt à la finalité du CCT en préconisant, pour chaque fonction logicielle des composants maîtrisés par le ministère, avec une parité volontariste entre solution éditeur et solution libre.

Certains produits, quand ils ne figurent pas au référentiel, peuvent déroger à la règle commune s'ils sont **logiciels « embarqués » dans une application métier**. On entend par logiciel « embarqué » dans une application métier un logiciel qui ne nécessite aucune intervention ni aucune compétence spécifique de la part des exploitants (dont les intégrateurs, architectes) . Notamment

- l'installation et la mise à jour de ces logiciels embarqués sont pleinement intégrées à celles de l'application métier qui les utilise
- ces composants ne nécessitent pas de TMA (Tierce Maintenance Applicative) ni de MCO (Maintien en Conditions Opérationnelles) spécifique

Cas d'usage : un fournisseur désirant inclure dans sa solution un composant non référencé et donc non maîtrisé par le ministère dans le référentiel des produits du CCT, devra remplir les garanties pour que celui-ci puisse être considéré comme un logiciel « embarqué » dans l'application.

Le CCT : résumé pour les acheteurs

Le CCT peut se résumer, dans le contexte d'un marché public,

- à un ensemble de **règles et de recommandations** (contextualisées dans le guide d'intégration)

- à un ensemble de **services sur étagère** - sous forme d'offres de service (listées dans le guide d'intégration)
- à un ensemble de **produits sur étagère** (listés dans le référentiel de produits)

Les composants et les offres de service sur étagère sont de nature à réduire les coûts de la solution: aussi bien les coûts initiaux que les coûts d'exploitation en raison de la maîtrise qu'en a la personne publique, en termes de savoir faire et de compétences. Par ailleurs, l'utilisation de services sur étagère est un levier important de cohérence, aussi bien pour le SI du ministère que plus globalement pour le SI de l'État.

Comment utiliser le CCT dans un marché public

Un certain nombre de documents du CCT doivent être obligatoirement annexés au marché, ces éléments figurent dans la liste qui suit. Les documents du CCT n'appartenant pas à cette liste peuvent être ajoutés en cas de besoin.

Les documents à joindre obligatoirement au DCE (Dossier de Consultation des Entreprises) du marché sont les suivants :

- la présentation générale
- le guide d'intégration
- le guide d'utilisation du CCT dans la passation des marchés publics
- le guide d'architecture
- le référentiel des produits

Cependant, l'annexion du CCT au marché n'est pas suffisante, les documents du marché doivent préciser comment la personne publique compte utiliser le CCT, d'une part pour juger de la conformité de l'offre et d'autre part pour noter celle-ci afin d'identifier la meilleure offre.

En effet, le CCT peut être utilisé de deux façons :

- comme un critère de **conformité** Le rédacteur du marché peut en effet considérer que certaines règles, ou composants sur étagère, ou offres de service figurant au CCT sont incontournables et les rendre de ce fait obligatoires en les faisant figurer explicitement dans les documents du marché (CCTP notamment);
- comme un outil d'**appréciation/ d'évaluation** des offres déposées par les soumissionnaires Les éléments du CCT qui ne sont pas identifiés comme critères de conformité, peuvent être utilisés dans le processus d'analyse des offres, en étant explicitement intégrés dans la notation.

Propositions de clauses à insérer dans les documents des marchés publics

Proposition de clause à insérer dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.TP)

A titre liminaire, il convient d'indiquer que le guide d'intégration du CCT liste et contextualise tout un ensemble de règles, de recommandations, de produits et de services, qui visent tous à une meilleure intégration de l'application dans le SI du ministère ou de l'État. Si pour un contexte donné, le chef de projet juge qu'une règle, une recommandation, un produit ou un service est incontournable, il doit alors l'intégrer dans son CCTP afin de lui octroyer son caractère obligatoire. Cette exigence sera alors analysée en tant qu'élément de conformité de l'offre, c'est-à-dire qu'une proposition ne respectant pas cette exigence sera automatiquement rejetée.

Exemple n°1 à intégrer au CCTP :

Il convient de souligner que les applications s'appuient de plus en plus sur des infrastructures techniques mutualisées et que les centres d'exploitation, responsables de ces infrastructures, ont pour objectif de maîtriser le nombre de composants en exploitation, ainsi que le nombre de versions d'un composant donné et plus particulièrement de minimiser le nombre de composants obsolètes. En tout état de cause, le titulaire devra se référer au Cadre de Cohérence Technique (CCT), de l'Administration et ses différentes versions ultérieures tout au long de la durée du marché.

De manière à assurer la pertinence ainsi que la pérennité des technologies qui seront retenues, l'Administration demande aux titulaires de justifier, dans tous les cas de développements initiaux, de maintenances évolutives ou adaptatives l'adéquation parfaite et la pérennité des technologies proposées avec la version du Cadre de Cohérence Technique existant lors du fait générateur. Le titulaire appuie ses arguments sur (1) ses compétences dans les mises en œuvres similaires des choix proposés, (2) sur les garanties de pérennité des solutions (éditeurs, technologies, techniques, standards, normes, autres), (3) ainsi que sur le niveau de diffusion des produits du CCT proposés.

Exemple n°2 à intégrer au CCTP:

Le Cadre de Cohérence Technique (C.C.T) est mis à jour régulièrement par l'administration, environ tous les six (6) mois. Le titulaire est chargé de vérifier si une évolution du C.C.T peut s'appliquer aux logiciels. Si le CCT préconise une nouvelle version de l'un de ces logiciels, le titulaire doit le signaler à l'administration et l'informer de la possibilité ou de l'impossibilité de ce changement de version. Enfin, le titulaire doit assister l'administration dans le changement de version lorsque ce changement est approprié.

Proposition de clause à insérer dans le cadre de réponse technique à destination des soumissionnaires.

Pour faciliter l'intégration d'une application au sein du SI du ministère et au-delà dans le SI de l'État et , pour concourir ainsi à l'offre d'un service de qualité à l'utilisateur, le ministère a mis en place un Cadre de Cohérence Technique (CCT).

Sur les offres de service en interne.

Le SI du ministère, comme le SI de l'État, offrent en interne des services numériques communs de toutes natures et sous différentes formes : horodatage et signature électronique, forges d'intégration et de déploiement continu, cloud interne, systèmes de gestion électronique de courrier ou service d'archivage intermédiaire, services communs d'identification / authentification ... Ces différents services peuvent être formalisés sous forme d'offres de services, ou exposés sous forme d'API (cf catalogues d'API ministériel ou inter-ministériel), ou mis à disposition sous forme de données ouvertes. Le guide d'intégration du CCT liste ces services à disposition du soumissionnaire.

Le soumissionnaire, prend connaissance de ces offres et, en tant que de besoin, intègre leur utilisation à son offre, et indique clairement

- les offres de services qu'il compte utiliser
- les API qu'il est susceptible de consommer.

Le soumissionnaire peut proposer de fournir son propre service et de ne pas utiliser celui qui est offert en interne. Ce choix peut être légitime (motivé par la disponibilité, la performance par exemple), mais ce choix doit être justifié.

Sur les composants mutualisés :

Le référentiel des produits du CCT réunit les composants logiciels mutualisés, connus et maîtrisés par le ministère. Le soumissionnaire, dans sa proposition, détaille de manière claire et synthétique les choix qu'il effectue, en précisant, pour chaque composant logiciel :

1. s'il s'agit d'un composant libre présent au CCT, les principaux points techniques justifiant ce choix,
2. s'il s'agit d'un composant non libre présent au CCT, les raisons qui poussent le soumissionnaire à le préférer à un composant libre existant. Ces motifs doivent faire apparaître comme incontestables les gains pour l'administration, soit en terme financiers, soit dans une perspective de long terme, soit en termes de délais de réalisation, soit en termes de risques critiques pour le projet,
3. s'il s'agit d'un composant libre non inscrit au CCT ou au SILL (Socle Interministériel des Logiciels Libres), les raisons qui poussent le soumissionnaire à le préférer au(x) composant(s) libre(s) référencé(s) par le CCT ou le SILL. Dans ce cas, la comparaison portera notamment avec le composant libre correspondant présent au CCT ou au SILL, dans le cas où le CCT ou le SILL référencent un composant de ce type,
4. s'il s'agit d'un composant non libre et non inscrit au CCT, les raisons qui poussent le soumissionnaire à le préférer au(x) composant(s) référencé(s) par le CCT, suivant une présentation identique à celle du point 2 ci-dessus mais étendue à la comparaison avec le ou les éventuel(s) composant(s) non libre(s) référencés par le CCT.

Ressources documentaires

De nombreux clausiers sont disponibles sur étagère. Quelques références suivent ci-dessous.

- Le site references.modernisation.gouv.fr présente dans le cas du logiciel libre des « [conseils à la rédaction de clauses de propriété intellectuelle pour les marchés de développement et de maintenance de logiciels libres](#) »
- Le [site du SHFD - Service du Haut Fonctionnaire de Défense](#) présente ses propres [clauses concernant la sécurité du système d'information](#) ainsi qu'un [guide de l'externalisation](#)
- Clause pour l'accessibilité numérique : à fournir.
- Clauses pour les marchés de développement agile : à fournir.
- Clauses pour l'ouverture du code : à fournir.
- Clausier propriété intellectuelle avec l'APIE et la DAE (Direction des Achats de l'État), daté de mars 2019 : [Guide de l'achat public - Achats informatiques et propriété intellectuelle](#).
- Pour information : [Publications de l'Agence du Patrimoine Immatériel de l'État \(APIE\)](#)

Remarque : le contenu des offres de service est mis à disposition du soumissionnaire en tant que de besoin.